



PRÉFET DE LA RÉUNION

SOUS-PRÉFECTURE DE SAINT-PAUL

Saint-Paul, le 7 mai 2018

ARRETE N°105/2018/SP/SAINT-PAUL

Prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à l'autorisation d'exploiter une installation de tri et traitement des déchets du BTP sur le territoire de la commune de SAINT-PAUL, présentée par VALORUN SAS.

**LE PREFET DE LA REGION ET DU DEPARTEMENT DE LA REUNION
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

- VU les articles L. 511-1 et suivants, L 122-1 et suivants, les articles R. 512-2 et suivants et R 122-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2797 du 26 décembre 2017 portant délégation de signature à Monsieur Frédéric CARRE, Sous-Préfet de Saint-Paul et à ses collaborateurs ;
- VU la liste départementale des commissaires enquêteurs au titre de l'année 2018 établie en application des articles D 123-34 à D 123-42 du code de l'Environnement le 3 novembre 2017 ;
- VU la demande du 6 octobre 2017 présentée par VALORUN SAS, tendant à obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de tri et traitement des déchets du BTP sur le territoire de la commune de SAINT-PAUL ;
- VU la lettre en date du 15 décembre 2017 de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;
- VU la décision du 27 avril 2018 du président du tribunal administratif ;

.../...

VU l'avis de l'autorité environnementale du 17 avril 2018 ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint Paul

ARRETE :

ARTICLE 1er - Il sera procédé du 4 juin 2018 au 5 juillet 2018 inclus sur le territoire des communes de SAINT-PAUL et du PORT à une enquête publique préalable à l'autorisation préfectorale concernant l'exploitation d'une installation de tri et traitement des déchets du BTP.

ARTICLE 2 - Le responsable du projet est :

VALORUN SAS
79, route de Cambaie
97460 SAINT-PAUL

ARTICLE 3 - Pendant la durée de l'enquête publique, le dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de SAINT-PAUL pour être tenus à la disposition du public afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre ouvert par le maire ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur au siège de l'enquête (mairie de SAINT-PAUL) ou par voie électronique sur le site internet de la préfecture cité ci-dessous.

Conformément à l'article R 123-9 du code de l'environnement, le dossier comprend une évaluation environnementale, une étude d'impact ou, à défaut un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête. Ces documents figurant dans le dossier de demande d'autorisation sont publiés sur le site internet de la préfecture : <http://www.reunion.pref.gouv.fr> > Publications > Environnement et urbanisme > Installations classées pour la protection de l'environnement(ICPE) > Autorisation > Arrondissement de Saint-Paul.

Les observations adressées par correspondance au commissaire enquêteur au siège de l'enquête ainsi que celles transmises par voie électronique, sont tenues à la disposition du public.

ARTICLE 4 - Un dossier et un registre d'enquête seront également tenus, pendant toute la durée de l'enquête publique, à la disposition du public à la mairie du PORT, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ouvert par le maire ou les adresser, par écrit, au commissaire enquêteur au siège de l'enquête (mairie de SAINT-PAUL).

ARTICLE 5 - Les registres d'enquête à feuillets non mobiles sont ouverts par les maires de SAINT-PAUL et du PORT, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur.

ARTICLE 6 - Est désigné en qualité de commissaire enquêteur :
Monsieur Francis NIVAL

Le commissaire enquêteur siègera dans les mairies de SAINT-PAUL et du PORT et recevra en personne les observations du public aux jours et heures suivants :

.../...

Mairie de : SAINT-PAUL

lundi 4 juin 2018	de 9 heures à 12 heures
mardi 12 juin 2018	de 9 heures à 12 heures
mercredi 20 juin 2018	de 13 heures à 16 heures
jeudi 28 juin 2018	de 9 heures à 12 heures
jeudi 5 juillet 2018	de 13 heures à 16 heures

Mairie de : LE PORT

lundi 4 juin 2018	de 13 heures à 16 heures
mardi 12 juin 2018	de 13 heures à 16 heures
mercredi 20 juin 2018	de 9 heures à 12 heures
jeudi 28 juin 2018	de 13 heures à 16 heures
jeudi 5 juillet 2018	de 9 heures à 12 heures

Il est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 7 - Le rayon d'affichage de l'avis au public est de 2 km. Deux communes sont concernées par le rayon d'affichage. Il s'agit des communes de SAINT-PAUL et du PORT.

Un avis au public sera affiché aux frais du pétitionnaire aux mairies de SAINT-PAUL et du PORT et dans les mairies annexes, 15 jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de cette formalité incombe aux maires et sera justifié par eux.

Un avis sera, en outre, par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire, inséré en caractères apparents dans deux journaux locaux 15 jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci. Il est également publié sur le site Internet de la Préfecture - <http://www.reunion.pref.gouv.fr> > Publications > Environnement et urbanisme > Installations classées pour la protection de l'environnement(ICPE) > Autorisation > Arrondissement de Saint-Paul.

Le responsable du projet procède, 15 jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, à l'affichage de l'avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou des voies publiques, et être conformes à l'arrêté du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique.

ARTICLE 8 - A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête sont mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui. En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête et clos par lui.

.../...

Dès réception des registres et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête consigne, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

L'autorité compétente adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet. Elle adresse également à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête publique pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public pendant un an sur le site internet de la préfecture <http://www.reunion.pref.gouv.fr> > Publications > Environnement et urbanisme > Installations classées pour la protection de l'environnement(ICPE) > Autorisation > Arrondissement de Saint-Paul.

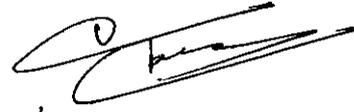
Toute personne peut prendre connaissance à la Préfecture (DRECV) ou à la Sous-Préfecture de Saint-Paul et à la mairie de la commune d'implantation, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique.

ARTICLE 9 - Les conseils municipaux des communes de SAINT-PAUL et du PORT (communes concernées par le rayon d'affichage), sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés, au plus tard, dans les quinze jours suivant la clôture des registres d'enquête.

ARTICLE 10 - L'arrêté d'autorisation au titre du Code de l'Environnement « Installations Classées pour la Protection de l'Environnement » relève d'une décision préfectorale après avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ou de la Commission Départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS).

ARTICLE 11 - Le Sous-Préfet de Saint-Paul, les maires de SAINT-PAUL et du PORT, le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) et le commissaire enquêteur sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le Préfet, et par délégation
Le Sous-Préfet de Saint-Paul**



Frédéric CARRE

Application de l'article 9 du décret N° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'Administration et les usagers. Information relative aux voies et délais de recours offerts.

Si vous estimez que la présente décision est contestable, vous pouvez formuler, dans un délai de deux mois, à compter de la réception du présent courrier, soit un recours gracieux voire hiérarchique, soit un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif. Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

